

Ainsi nous parle Ignacio Ramonet

Jacques de Decker, *Le Soir*, Bruxelles, 27 février 2009

UNE ANALYSE DES RACINES D'UNE CRISE SANS PRECEDENT. « LE KRACH PARFAIT » EST UNE SYNTHÈSE SAISSANTE A NE PAS IGNORER

Crise(s) et création sont les mots clés la 39^e Foire du Livre de Bruxelles. Ils s'imposaient. Pourrait-il y avoir à cette gigantesque bascule une autre riposte qu'un sursaut d'inventivité, qui aurait au surplus la force d'ignorer les tabous et de repenser les fondements mêmes du système dans lequel nous nous démenons ? Des livres commencent à paraître qui abordent le problème. Certains, de circonstance, surfent sur l'événement comme l'édition opportuniste le fait. D'autres, heureusement, se fondent sur une réflexion plus autorisée, engagée depuis longtemps, mais trop souvent négligée, voire sous-estimée. C'est le cas de la pensée d'Ignacio Ramonet.

Ramonet anime depuis longtemps le Monde Diplomatique, publication française des plus estimées, au rayonnement international. Il y écrit des éditos vigoureux et pertinents qui dénoncent les excès du capitalisme effréné dont les conséquences catastrophiques n'échappent plus à personne aujourd'hui. Clamait-il pour autant dans le vide ? Certes pas, mais il permettait à des bobos intellos de se donner bonne conscience en fustigeant par la parole un état de fait qu'ils confortaient par le comportement.

Ramonet vient de publier un ouvrage qui interdit de s'obstiner à le considérer comme du poil à gratter pour gauchistes embourgeoisés. En reconstituant les antécédents qui nous ont menés au désastre actuel, en récapitulant les signes avant-coureurs, puis les préludes, puis les avertisseurs incontestables, il montre qu'il avait vu clair depuis longtemps mais que l'orientation marxiste de son approche interdisait de le cautionner.

Le Krach parfait, sous-titré « Crise du siècle et refondation de l'avenir », est une parfaite synthèse de son propos. Nous assistions, dit-il, à la fin d'une ère, celle « du capitalisme mafieux, et de la globalisation financière, dont les principales victimes, dans les pays développés, auront été les classes moyennes et les salariés », à la fin d'un système, processus terminal selon Prigogine qui disait que « quand un système dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre ». Tout remonte au 15 août 1971, jour fatal où Nixon décide de suspendre la convertibilité du dollar en or, et Ramonet de dénoncer les théoriciens responsables de cette rupture : Schumpeter, Hayek, Milton Friedman, les deux derniers ayant décroché le Nobel d'économie.

Dès ce jour, les Etats ont commencé à s'effondrer. Etats dont on attendrait, quarante ans plus tard, qu'ils secourent ceux-là même qui avaient juré leur perte.

Un livre de cette qualité infléchira-t-il le cours de l'histoire ? Lorsqu'on songe que L'Horreur économique de Viviane Forrester, en 1996, a fait un tabac et n'a rien changé, on est enclin à penser que non. Mais à l'époque, on n'était pas le nez sur l'événement. Tandis qu'aujourd'hui...

L'agonie du néolibéralisme

Entretien d'Omar Merzoug avec Ignacio Ramonet

La Quinzaine littéraire du 16 au 31 janvier 2009

Omar Merzoug : Vous brossez un tableau apocalyptique de la situation qui nous attend, entreprises et salariés, sur quels éléments fondez-vous votre analyse?

Ignacio Ramonet : Il suffit d'ouvrir un quotidien, d'écouter la radio ou de suivre les journaux télévisés Pour constater que les informations qui se succèdent annoncent des licenciements massifs, cadres y compris, des chutes de bourses, si bien qu'on évoque la perspective d'un nouvel effondrement. Il ne se passe pas de jour sans que les informations reçues n'indiquent que l'ambiance, si elle n'est pas stricto sensu apocalyptique, est loin d'être rose. D'autre part, les manifestations, qui se sont récemment produites en Grèce, montrent assez l'état d'exaspération de la société grecque, excédée par toute une série de mesures d'inspiration néolibérale, privatisation des universités, réduction des effectifs de la fonction publique, privatisation du système de retraites. Aussi quand une étincelle se produit, le feu prend. Au reste, le slogan brandi par les jeunes Grecs, « des balles pour les jeunes, de l'argent pour les banques », révèle qu'ils ont fait la synthèse entre une violence répressive réelle et une forme de complicité avec le système bancaire qui a joué à la loterie l'argent des épargnants et des retraités. En effet, nombre d'éléments me permettent de dire que la situation est très sérieuse, qu'elle risque de s'aggraver davantage. Le pire n'est pas encore arrivé : les rapports de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale présagent que l'année 2009 sera très difficile, car la crise, qui a été jusqu'à présent financière, est en train de devenir sociale:

O.M. : Vous consacrez un chapitre entier à la genèse de cette crise, quelles en sont, selon vous, les causes fondamentales ?

I.R. : Les choses se configurent en fonction d'une idéologie, les dirigeants, les acteurs de la société, les décideurs, les entreprises s'organisent en fonction d'une idéologie dominante qui est depuis une trentaine d'années le néolibéralisme, une version du capitalisme. Le capitalisme historique d'inspiration keynésienne a été un capitalisme où l'État a eu un rôle important. Après la crise de 1929 (autre folie spéculative), Keynes a considéré que l'État devait pondérer, réguler, contrôler la voracité et l'irrationalité des marchés. Depuis trente ans, on a décrété qu'il fallait se débarrasser du keynésianisme et lâcher la bride au marché. Trois théoriciens, Schumpeter, Hayek et Friedman, ont joué à cet égard un rôle décisif. Selon eux, le marché a toujours raison, les interventions de l'État devraient être réduites au minimum. C'était là garantir la croissance et, au prix de quelques sacrifices, l'économie se porterait mieux. Ces thèses-là sont progressivement adoptées dans les dictatures périphériques, celle du général Suharto, en Indonésie, du général Pinochet, ensuite, dans des pays du Centre, au Royaume-Uni, avec Mme Thatcher, aux États-Unis avec Reagan. En France, c'est tout

de même le gouvernement de Laurent Fabius qui s'est fait l'avocat de ces thèses. Aussi, lorsque l'URSS s'effondre en 1991, une sorte d'ivresse de la victoire s'empare des tenants du néolibéralisme et les incite à imposer leurs conceptions au reste du monde. Ce que nous avons vécu dernièrement sous l'hégémonie géopolitique des États-Unis, c'était une universalisation des idées néolibérales, diffusées par les institutions les plus puissantes sur le plan économique, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, voilà ce qui s'est passé.

OM : Durant la crise asiatique, on a entendu des appels à davantage d'état, davantage de régulation, de réglementation, Le Financial Times et le Wall Street Journal notamment présentaient les contrôles des mouvements de capitaux comme l'une des moins mauvaises solutions. Comment se fait-il que l'on n'ait pas tiré les leçons de la crise de 1997 ?

IR : Après chacune de ces crises, en particulier la crise du Sud-Est asiatique, on entend des voix réclamer de la régulation, mais comme le capitalisme se survit, on décide qu'il est urgent de ne rien faire. Prenons le scandale *Enron*, par exemple, qui révèle que les systèmes de surveillance ou d'audit n'ont pas fonctionné. *Enron* avait comme garant comptable le cabinet d'audit le plus important du monde, Arthur Anderson. Après ce scandale, on a entendu des voix s'exclamer : « Il faut que ces pratiques cessent », « Il faut revenir à une éthique du capitalisme » ; mais petit à petit, ça repart. L'explosion de la bulle internet, grande crise qui a précédé celle-ci en 2001, n'a-t-on pas dit : « Il faut que cela cesse ; ce n'est pas de la loterie », « des jeunes qui gagnent des fortunes, ça n'est pas sain » ? Mais comme le système se redresse, on tourne la page. Au reste, certaines de ces voix sont-elles crédibles ? Quand vous entendez le Président Sarkozy, auparavant ministre ultralibéral de l'Économie et des Finances, élu à la présidence sur un programme ultralibéral dire : « Il faut de la régulation » ; « Il faut moraliser » ; « des bonus et les salaires élevés sont scandaleux », peut-on le croire ? Cela ne fait-il pas partie de ce rituel oratoire qui accompagne chacune des crises ? Or celle-ci est plus importante que les autres. Cette crise dure en réalité depuis dix-huit mois déjà, et les gouvernements, els dirigeants, les économistes n'ont pas trouvé les solutions. Pour les crises précédentes, on avait en quelques mois mis au point une parade, même s'il a fallu parfois un ou deux ans pour repartir. Cette fois-ci, c'est beaucoup plus sérieux.

OM : Cette crise financière scelle-t-elle la fin du néolibéralisme ?

IR : Personnellement, je le pense. C'est une crise qui clôt une période de trente ans de triomphe de l'idéologie néolibérale. On voit se produire des choses inconcevables : les États-Unis adoptent un plan gigantesque de nationalisations, en volume le plus important de l'Histoire. E Président Obama est lui-même partisan de l'intervention massive de l'État dans le secteur financier mais aussi industriel pour soutenir le secteur automobile pour lancer un programme de développement des technologies vertes. Ce retour de l'État et du politique comme acte majeur dans le secteur économique et financier eut été impensable avant la crise. Dans une certaine mesure, nous allons vers un néo-keynésianisme. Dans de nombreux pays, on assiste à la remise en cause des principes du néolibéralisme. En Amérique latine, véritable laboratoire des thèses néolibérales, on voit des expériences tout à fait différentes. J'observe que, dès le début de la crise, la présidence de l'Argentine a remis en cause la privatisation du système des retraites. En Grèce, les étudiants protestent contre les privatisations, en France, le

projet de privatisation de la poste a été gelé pour l'instant. Tout ce système qui consiste à tout abandonner au libre jeu du marché ne pourra pas perdurer, il faut que l'État joue son rôle.

O.M. : Vous dites quelque part dans votre livre que la social-démocratie a été fascinée par les thèses néolibérales, pourquoi cette fascination ?

I. R. : Le néolibéralisme s'est présenté comme étant une doctrine scientifique, transidéologique, purement technique. On vous dit : vous êtes libre de faire ce que vous voulez dans tous les domaines, mais pas en économie, il n'y a qu'une loi scientifique, et elle est néolibérale. Instaurez l'état minimal, la liberté de licenciement, les privatisations, la suppression des taxes, les délocalisations et, au bout du compte, vous aurez la prospérité. Et il est vrai que, pendant ces quinze dernières années, le monde a connu une croissance telle qu'il n'en avait jamais connue depuis la fin du XIX^e siècle.

O. M. : Alors, qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans le néolibéralisme ?

I. R. : Cette croissance très importante est une croissance factice. La création de richesses réalisée est en partie réelle, mais, en grande partie, irréaliste. La valorisation de l'ensemble des bourses est trois fois supérieure à la valeur réelle du patrimoine de la terre. Par conséquent, il y a une croissance et une fascination pour cette croissance. L'éditorialiste néolibéral du *Financial Times* prédit que la crise va durer vingt ans, « dix ans si les états font le nécessaire ». Nous risquons de connaître dix ou quinze ans de grave dépression avec toutes les répercussions sociales terribles, tous les affrontements dont la situation est grosse. Souvenons-nous de la crise de 1929 : elle ne se termine qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le nazisme, la guerre d'Espagne, la Seconde Guerre elle-même, le chômage de masse, l'hyperinflation, sont les enfants naturels de la crise de 1929.

O. M. : Quelles pourraient être les incidences de cette crise sur le reste du monde ?

I. R. : Certains économistes disent, la preuve que ça marche, c'est qu jusqu'à présent l'économie du monde a toujours fonctionné comme un train doté d'une seule locomotive, les États-Unis. Grâce au développement récent, il y en a d'autres parmi lesquelles il faut compter : l'Union européenne, l'Inde, la Chine, le Brésil qui, si la locomotive principale connaissait une défaillance, pourraient prendre le relais. Ce que nous constatons pour l'instant, c'est que personne ne prend le relais, ni les États-Unis ni la Chine, du reste. Les Américains vivent dans une situation purement virtuelle, largement au-dessus de leurs moyens. Les foyers américains sont ceux qui épargnent le moins et qui sont les plus endettés. Dorénavant, pendant des années, ils vont devoir épargner beaucoup, et dépenser moins. Mais si les ménages américains dépensent moins, ils ne consomment pas, s'ils ne consomment pas, les États-Unis n'importent pas, les autres pays ne produisent pas, et ainsi de suite. La Chine, quant à elle, est sévèrement frappée par la crise, l'État chinois a fait voter un plan de relance de 450 milliards d'euros, pour stimuler sa propre économie. Il n'y a pas de locomotive de réserve. La crise est mondiale.